

À PARTIR D'AUJOURD'HUI

Les fonctionnaires en grève

L'Algérie n'est pas que suspendue à l'enclume bruyante autour de la révision constitutionnelle et du mandat supplémentaire pour le président Bouteflika. L'intersyndicale de la Fonction publique, qui réactive dès aujourd'hui une grève nationale de trois jours, fournit la preuve tangible que les citoyens, du moins ceux agglomérant la sphère laborieuse, ont d'autres cris à faire entendre. Des cris légitimés par la détresse socioprofessionnelle et qui, donc, ne sonneront pas comme une ode dithyrambique dédiée aux gouvernants. Bien au contraire. Ce que l'intersyndicale de la Fonction publique entend comme actions n'est pas pour plaire au gouvernement qui abhorre des

interpellations du genre, c'est-à-dire syndicalement correctes. Les huit syndicats autonomes revendiquent, à travers un effort synergique, l'amélioration du pouvoir d'achat, ce qui passe par des revalorisations salariales conséquentes. La nouvelle grille des salaires, d'adoption récente et dont l'application dépend de la finalisation des statuts particuliers, s'avère déjà être une non-réponse aux doléances des milliers de fonctionnaires, tant, dans l'intervalle, entre son annonce et sa mise en application effective, le pouvoir d'achat a connu une érosion exponentielle. Ce que l'intersyndicale de la Fonction publique n'a pas manqué de relever. A raison, bien entendu.

Le gouvernement, plutôt que de prendre acte de cette réalité, fait le choix de fuir en avant en se lovant dans l'illusion de réussite qu'il s'efforce d'entretenir. Qui mieux que les fonctionnaires eux-mêmes pour dire le malaise socioprofessionnel qu'ils éprouvent ? Le gouvernement, épris politiquement de la seule centrale syndicale, ne daigne, ce faisant, même point écouter l'intersyndicale de la Fonction publique qui n'a de cesse de solliciter son association au dialogue social et aux négociations. Il est en effet pour le moins anormal que des statuts particuliers soient élaborés à l'insu des représentations syndicales que les fonctionnaires se sont donnés librement. C'est pourquoi

aussi les fonctionnaires font grève. Une grève qui n'opère pas en sous-pape, comme celles tolérées que l'UGTA a eu jadis à organiser. Le débrayage qu'initie l'intersyndicale de la Fonction publique est une expression franche de malvie. Que le gouvernement convoque une fois de plus sa statistique pour réduire de l'impact de la grève ne changera rien à la réalité. Le salarié algérien, le fonctionnaire en particulier, peine à joindre les deux bouts. Voilà le paradoxe d'un pays qui se déclare ostensiblement riche pour avoir thésaurisé des milliards de dollars américains et dont les masses laborieuses s'appauvrissent de plus en plus.

Sofiane Aït Iflis

Qui sont ces syndicats autonomes ?

Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE)

Le SNTE a été créé le 15 avril 2000 par une vingtaine de syndicalistes ayant adhéré à l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (Unpef). Se considérant comme ayant été « trahis » par le président de ce syndicat, en l'occurrence, Mohamed Ider, ces enseignants se sont regroupés autour de Dridi Rachid, qui sera élu président. Présent lors de sa création dans 15 wilayas, le SNTE regroupe actuellement près de 24 000 adhérents. Après une année d'exercice, soit en 2001, la présidence est passée à Mohamed Bennouis en poste jusqu'à présent. Le 30 mars 2003, lors de la tenue de son conseil national à Oran, une dissension a eu lieu. Mohamed Bennouis estime que Boudjenah et quelques membres du SNTE ont voulu s'emparer de la présidence et ont falsifié des documents avec la complicité des ministères du Travail et de l'Éducation nationale. Bennouis a rappelé que le jugement rendu en date du 14 novembre 2007 stipule l'annulation de la commission nationale pour la gestion du SNTE d'Oran présidé par Boudjenah. A relever que l'aile de Bennouis participe à la grève d'aujourd'hui et l'aile de Boudjenah à celle du 24 février prochain.

Syndicat national des professeurs d'enseignement paramédical (SNPEPM)

Agréé le 24 juin 1996, le SNPEPM a appelé à la grève pour la première fois en 1999. Après un « flottement » de près de cinq ans, Hadji Smaïn a été élu secrétaire général de ce syndicat vers la fin 2003. Une plate-forme de revendications socio-professionnelles a été élaborée. Et c'est pour la faire aboutir que le SNPEPM a initié une grève de 40 jours à dater de septembre 2004. Certaines dispositions de cette plate-forme, estime Hadji Smaïn, sont appliquées graduellement. Ce syndicat est actuellement présent dans 34 wilayas.

Conseil des lycées d'Algérie (CLA)

Syndicat non agréé, il a été fondé par Osmane Redouane en 2003. Il découle de la Coordination des lycées d'Algérie qui avait animé la première grève du secondaire dans l'Algérois entre décembre 2002 et février 2003. Après plusieurs mois de



Photo : Samir Sid

mobilisation, la nécessité d'offrir un cadre de lutte syndicale s'est imposée de fait. La conférence des délégués des lycées d'Algérie les 21 et 22 juin 2003 va donner naissance au CLA en tant que Conseil des lycées d'Algérie. Ce n'est qu'en 2007 qu'il deviendra national. Sa représentativité sur le terrain n'est plus à prouver.

Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef)

Profitant de l'« ouverture » du champ syndical, le Satef a vu le jour en 1990. Après son congrès national qui s'est tenu en 1997, le Satef a élargi son champ d'action aux quatre coins du pays.

Le Satef milite pour les droits matériels et moraux des travailleurs, la consécration des libertés syndicales, la création d'une confédération de syndicats autonomes, la refonte radicale du système éducatif en vue de l'avènement d'une école neutre, performante et ouverte sur l'universalité, la démocratie et les droits de l'Homme. Le Satef se bat pour une revalorisation conséquente des salaires et des primes, l'intégration de tous les travailleurs vacataires et contractuels en assurant une rémunération égale ou supérieure à celle du poste d'origine et la stabilisation définitive des personnels.

Le Satef a été au centre de toutes les initiatives pour la création d'une confédération des syndicats autonomes. En 1994, c'est au siège du Satef qu'est née la

Confédération des syndicats autonomes (CSA) qui a, malheureusement, été torpillée par le pouvoir. En avril 2001, le Satef était parmi les membres fondateurs de la Confédération algérienne des Syndicats autonomes (Casa) que le pouvoir refuse de reconnaître et ce en violation de la convention n°87 de l'OIT, pourtant ratifiée par l'Algérie.

Selon M. Sadali, le Satef n'a pas encore de siège national à Alger et ses demandes pour l'obtention de sièges dans les wilayas où il est implanté sont toutes restées sans suite tandis que ses syndicalistes subissent un harcèlement administratif et parfois même policier.

Syndicat national autonomes des personnels de l'administration publique (Snapap)

Le Snapap existe depuis 1990. Son agrément porte le numéro 1. Il fait partie des tous premiers syndicats autonomes à avoir été agréé. Ses activités ont débuté dans le secteur de l'administration pour faire « face au mutisme du syndicat unique », explique M. Hadji Djilani qui ajoute que beaucoup de fonctionnaires ont rejoint le Snapap qui a tenu son premier congrès en 2001.

Le Snapap a beaucoup fait parler de lui après la grève de 15 jours de sa direction nationale qui avait élaboré une plate-forme de pas moins de 20 revendications. La raison même d'exister du Snapap est la consécration du pluralisme syndical. Ses

animateurs espèrent arriver à une totale indépendance des syndicats aussi bien par rapport au régime que par rapport aux partis politiques. Il faut savoir que le Snapap a connu une zone de turbulences qui a conduit à sa scission, ce qui explique l'existence aujourd'hui de deux ailes.

Coordination nationale des sections Cnes

Née le 11 mai 2007, la Coordination nationale des sections Cnes est venue au monde suite à un conflit interne au Cnes. Alors que la grève au niveau des universités avait été votée par le conseil national, le coordonnateur national de l'époque, Boukaroura, avait décidé de manière unilatérale d'arrêter le mouvement.

Une décision qui n'avait pas été du goût de plusieurs syndicalistes qui y avaient vu une violation de la volonté de la base. Depuis, 19 sections Cnes ont quitté le Cnes « officiel » pour se regrouper au sein de la coordination. Il s'agit de l'USTO, l'USTHB, Chlef, Tiaret, Bejaia, Blida, Boumerdes, l'Ecole normale de Bouzaréah et l'INA entre autres.

Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest)

C'est en octobre 2003 que le Cnapest a fait parler de lui. La grève qu'il avait initiée avait été une réussite. Pourtant, il n'avait que quelques mois d'existence. Le Cnapest s'est imposé comme représentant des professeurs qui, aux dires de M. Lemdani, étaient déçus par le syndicat unique. Etiqueté « syndicat des grèves », le Cnapest affirme néanmoins n'avoir jamais opté pour une grève « de gaieté de cœur ». La grève a toujours été un dernier recours. Pour ses positions, le Cnapest a toujours été considéré comme un « agitateur » par la tutelle qui n'a pas été tendre avec ses membres. Né le 17 avril 2003, le Cnapest n'a réussi à avoir un recensement d'enregistrement qu'en juillet 2007. Entre-temps, six de ses animateurs ont été placés sous contrôle judiciaire.

En dépit de ce harcèlement, le Cnapest poursuit son combat et considère que sa lutte ne peut qu'aboutir puisqu'elle est l'émanation de la base. Le conseil national est l'unique organe souverain qui peut entériner une décision.

M. O. et N. I.